

# culture enjeu

LES CRÉATEURS  
L'ARGENT  
LE PUBLIC

[www.cultureenjeu.ch](http://www.cultureenjeu.ch)

N°56 • DÉCEMBRE 2017

# NO BILLAG

C'ÉTAIT  
MIEUX  
AVANT...



ÉDITION SPÉCIALE QUADRILINGUE

# COMING SOON

**SORTIE DANS LES SALLES EN SUISSE  
ROMANDE LE 20 DÉCEMBRE 2017**

**PAPA MOLL**  
Manuel Flurin Hendry



**POUR LE CINÉMA SUISSE.**

**SRG SSR**

# Édito

## Le Contrat asocial

Par **Frédéric Gonseth**, co-président de **E** media per tutti  
médiás pour tous  
medien für alle

**O**n sonne à ma porte le 4 mars 2018. Un jeune homme bien mis, qui inspire confiance (« Bonjour, je m'appelle Philippe N., je suis avocat et conseiller national d'un parti gouvernemental »), me propose de m'offrir 365 frs chaque année, à condition que j'appose ma petite signature au bas d'un contrat écrit en petits caractères. Comment ne pas se laisser tenter ?

Ce n'est toutefois pas un simple cadeau. C'est un contrat. Et il me vient à l'esprit de lire les petits caractères. J'y vois que je m'engage à long terme et pas seulement pour ma petite personne : il s'agit de modifier le code des lois de mon pays, la Constitution. Je suis aussi censé m'engager envers ma famille, mes amis, mes voisins, mes collègues de travail, mes concitoyens des autres régions, afin qu'à l'avenir, nos joies ou nos inquiétudes, notre besoin de comprendre ce qui nous arrive, nous les confions à des chaînes de radio-tv internationales, parce que le contrat prévoit qu'on ne pourra plus aider les nôtres. (Et en tout petits caractères qu'il faut lire à la loupe). Il n'est pas certain que ces chaînes étrangères aient beaucoup de place pour notre petit bout de continent, sauf pour des faits sanglants, bien entendu. En fait, il faut s'attendre à l'oubli, comme pour les régions françaises. Le sympathique jeune homme tente un dernier argument pour extorquer ma signature : selon lui, je n'ai pas à prendre un ton d'enterrement, la suppression de deux tiers de ses moyens n'empêcherait nullement le service public de radio-TV de trouver d'autres moyens de se financer...

Quels moyens ? La publicité sur la RTS ne se développe plus, même en instaurant une désagréable interruption des programmes ; elle préfère internet. D'ailleurs, trop de publicité tire les programmes vers le bas, la brutalité, le racolage. Sans compter une ligne encore plus discrète que je découvre dans le contrat et qui signale que le financement public serait interrompu d'un coup sec le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Une RTS obligée de fermer boutique sans délai en dix mois échapperait difficilement à la faillite. Quel privé voudrait relancer une radio-TV de cette qualité et de cette

ampleur, couvrant aussi bien l'info que la culture, le divertissement que le sport, dans laquelle il faudrait investir au bas mot un milliard pour racheter les dépouilles de la RTS et les rénover ? Quel éditeur privé fournirait cette mise, sachant qu'il faut prévoir un fonctionnement de 500 millions par an, alors que dans la balance, les rentrées du marché publicitaire romand radio-visuel ne pèsent pas beaucoup plus de cent cinquante millions par an ? Il faudrait réintroduire un abonnement. Pour couvrir un même éventail de programmes, on en reviendrait très vite au franc par jour qu'on était censé s'éviter...

Le démarcheur, je viens poliment de le renvoyer. Je sais qu'il va trouver au coin de la rue quelques oreilles complaisantes pour entendre que c'est trop cher payé pour des radio-TV pas regardées (et nombre sont de mauvaise foi en oubliant les diffusions sur internet). Si ces concitoyens l'emportent, à cause d'eux, j'habiterai désormais dans un pays riche, vanté jusqu'alors pour la douceur d'y vivre, et qui prendra le risque, afin d'économiser un quart du prix d'un café par jour, de renoncer à se forger une image de lui-même et d'éroder la confiance qui y règne. Aux moindres divergences dans la façon de voter, les relations avec les autres régions vont s'enflammer, et le sentiment d'appartenir à une minorité peu considérée par la majorité allemande s'accroître. Tous les pays proches qui ont subi une dégradation de leurs médias radio-visuels, comme l'Italie, l'Espagne, la Grande-Bretagne, ont connu ces dernières années une grave altération de leurs relations d'une région à l'autre, comme ces derniers jours, la Catalogne, ou de leurs relations avec le reste du monde, comme le Brexit.

La SSR et les radio-TV locales ont quelque chose à voir avec le mode vie dans ce petit territoire où on ne fait pas tout comme les autres, où on respecte les minorités, et où on croit en son destin sans pour autant souhaiter écraser les voisins. Ce climat viable, dû en partie à la confiance qu'inspirent nos médias radio-visuels, il a fallu des décennies pour l'instaurer, peut-être même plus. On peut le casser en une votation. ■ **FG**



Par Antoine Duplan p. 13

## SOMMAIRE

Décembre 2017 - n°56

### EDITION SPÉCIALE QUADRILINGUE

<b>Cahier français</b>	1 > 14
<b>Édito : Le Contrat asocial</b>	3
La RTS, vecteur d'identité depuis sa naissance	4
Le Mirage « No Billag »	5
Télévision suisse & cinéma suisse, un partenariat de longue date	6
La musique aussi relève du service public	7
Le chant de nos mers	8
Il était une fois	9
No Billag	10 > 11
Un franc pour la SSR est un franc pour la cohésion de la Suisse	12
<b>LE BAR DES MAUDITS</b>	13



### FRÉDÉRIC GONSETH

Après des études de sociologie, Frédéric Gonseth effectue un stage de journaliste à Zürich. Dès 1980, il devient réalisateur-producteur indépendant. Membre fondateur de nombreuses associations liées au cinéma, il est également membre fondateur et président des associations Archimob, Humen, CultureEnJeu et médias pour tous.

# La RTS, vecteur d'identité depuis sa naissance

Par **Chantal Tauxe**

Si la Suisse romande existe, on le doit beaucoup à la radio qui, depuis 1922, a relié les populations des cantons francophones en les fédérant autour de programmes communs.

**L**e leitmotiv ressurgit périodiquement dans le débat politique, tel un scotch dont on ne parvient pas à se débarrasser: «La Suisse romande n'existe pas». Démontrer qu'entre les six cantons francophones les intérêts ne sont parfois pas communs ouvre d'irrésistibles perspectives: si la Suisse romande n'existe pas, alors il n'y a pas de Roestigraben non plus, cette affreuse différence de sensibilités entre Alémaniques et Romands que certains dimanches soirs de votation la carte des cantons s'obstine à dessiner. Si la Suisse romande n'existe pas, alors tout va bien dans le meilleur des mondes helvétiques, il n'y a pas de crises de nerfs, pas de scènes de ménage, pas de revendications insistantes.

Notez le paradoxe: la Suisse s'enorgueillit d'être le fruit de quatre cultures, mais la deuxième en importance, la francophone, ne serait qu'un fantôme.

Méfions-nous de la suite du raisonnement: si la Suisse romande n'existe pas, alors il ne serait pas si épouvantable d'anéantir le financement de la SSR par la redevance. Il devient «salonfähig» de remettre en cause la clé de répartition qui avantage les régions latines (la Suisse romande fournit 23% de recettes, et perçoit 33% des ressources de la SSR, la Suisse italophone donne 4% et touche 22%. Pour la RTS, le gain représente 120 millions sur un budget total de 393,3 millions de francs). À la fin, si la RTS n'existait plus ou venait à être drastiquement amputée, ce ne serait donc pas si grave. Le fédéralisme n'est-il pas la concurrence des solutions entre cantons? C'est oublier que le fédéralisme repose tout autant sur la solidarité entre les régions et le respect – pas seulement rhétorique – des minorités.

## La radio devient un ciment entre les populations romandes qui écoutent les mêmes programmes.

Il n'est pas inutile de se souvenir que la radio romande a joué un rôle prépondérant dans l'émergence d'une conscience supra-cantonale. Dans la Suisse romande, une histoire à nulle autre pareille, l'historien Georges Andrey narre d'une plume enjouée les débuts de la TSF: «En ce domaine comme en tant d'autres, la Romandie est pionnière en Suisse. La première station est inaugurée le 26 octobre 1922 à Lausanne.» L'installation de téléphonie sans fil est rendue nécessaire par la conférence internationale sur la Turquie. Il faut que les diplomates puissent communiquer avec leurs chancelleries. Entre deux messages, Roland Pièce, en charge du poste émetteur, diffuse de la musique. Quelques mois plus tard, en décembre 1923, sera fondée la Société romande de radiodiffusion.



### CHANTAL TAUXE

Journaliste passionnée par la politique, l'histoire, les enjeux européens et l'Italie. Membre de *Médias pour tous* et de *www.bonpourlatete.com*. De 2009 à 2017, rédactrice en chef adjointe de *L'Hebdo*. [www.chantaltauxe.ch](http://www.chantaltauxe.ch)

Les abonnés se comptent vite par dizaines de milliers. Ce succès spectaculaire suscite des vocations, les stations poussent comme des champignons, mais la rentabilité n'est pas au rendez-vous. Le Conseil fédéral met de l'ordre, il autorise un seul émetteur par région linguistique: Beromünster, Sottens et le Monte Ceneri. La radio est reconnue comme un service public à but non lucratif. Nous sommes en 1931 et la SSR (Société suisse de radiodiffusion) est créée.

Peu à peu, alors que les journaux restent orientés sur l'actualité cantonale, la radio devient un ciment entre les populations romandes qui écoutent les mêmes programmes. Dès 1954, la télévision renforce encore le sentiment d'un destin commun qui naît des émotions partagées.

Dans un essai consacré à «La question romande», François Cherix concluait en 2009 «qu'on ne naît pas Romand, mais qu'on le devient.» Cette identité d'Helvète parlant français continue à se forger tous les jours en écoutant la radio, en regardant la télévision, en consultant le site internet de la RTS (qui s'est séparée de son adjectif «romande» en 2012). Elle n'enlève rien aux autres liens d'appartenance que chaque individu peut éprouver selon ses origines ou son parcours de vie.

Ne nous y trompons pas, en s'attaquant à la seule institution nationale linguistiquement décentralisée, NoBillag, sous ses atours comptables, est bien une torpille contre les valeurs suisses les plus précieuses. ■ **ChT**

## LES DÉBUTS DE LA TSF



# Le mirage « No Billag »

Par Jean-Jacques Lagrange

**Au** début des années cinquante, les pionniers qui créent la télévision en Suisse peuvent s'appuyer sur le service public de la SSR pour lancer le nouveau média. Un service public qui vit d'une redevance répartie équitablement entre les régions linguistiques.

En soixante ans, nous avons pleinement rempli notre rôle culturel de créateurs et notre profession sociale et citoyenne d'informateurs libres et indépendants en réalisant une offre programme avec des milliers de reportages, de documentaires, d'émissions d'information et d'enquêtes d'investigation qui ont fait découvrir la Suisse aux Suisses et amené la diversité des images du monde dans tous les foyers. Les spectateurs de la TV romande ont pu aussi suivre plus de six-cents dramatiques originales et une centaine de téléfilms inédits avec des acteurs suisses, des opéras, des concerts, des divertissements, une offre cinématographique et des événements culturels ou sportifs qui ont rassemblé devant le petit écran les Suisses dans un sentiment d'appartenance citoyenne à la communauté helvétique. Sans oublier que depuis 1960, situation unique en Europe, la Suisse était complètement arrosée par les chaînes étrangères qui font encore une terrible concurrence à notre service public helvétique.

Face aux géants des chaînes publiques et privées en une seule langue de nos grands voisins, les réalisateurs, les journalistes, les techniciens et cinq mille autres collaborateurs du service public suisse réussissent à gérer des chaînes radio et tv en quatre langues pour le petit marché de notre pays de huit millions d'habitants. Ils apportent une contribution globale à notre société et à la démocratie par leur professionnalisme qui est reconnu internationalement par une participation active à l'Union Euro-

péenne de Radio-Télévision, à l'Eurovision et au sein des réseaux francophones et germanophones de TV5Monde, 3Sat et Swissinfo.

Partout dans le monde la presse et les médias sont aujourd'hui bouleversés et menacés par la révolution technologique, internet, les réseaux sociaux, la numérisation et les algorithmes. Avec l'illusion que tout est gratuit ou qu'au mieux on ne paie que ce que l'on consomme... ce qui sera toujours plus cher que la redevance unique! Ce 21<sup>e</sup> siècle est celui de la connectivité et de l'interdisciplinarité. Aucun acteur ne peut seul résoudre ces problèmes. Il faut réfléchir et trouver collectivement les réponses à ces défis. Les médias, presse et audiovisuels suisses, publics et privés, sont condamnés à se remettre en question mais ne survivront qu'en se réorganisant et en collaborant activement.

Ce n'est hélas pas ce qui se passe avec l'initiative «No Billag». Elle veut purement et simplement supprimer la redevance SSR pour céder la place au libre marché privé de la concurrence qui soi-disant ferait mieux et meilleur marché. On passerait du «nous» de la communauté au «je» des consommateurs. Un oui à «No Billag» signifierait la disparition rapide et totale du service public suisse, la perte d'un précieux savoir professionnel et pénaliserait aussi les radios et tv locales qui reçoivent une part de la redevance. Le vide créé laisserait le champ libre aux chaînes étrangères qui privent déjà chaque année les médias suisses de plus de cent millions de francs de revenus publicitaires sans investir en retour un seul centime dans des productions suisses.

On nous demande de lâcher la proie pour l'ombre. Un dicton populaire nous rappelle «qu'un tien vaut mieux que deux tu l'auras». C'est pourquoi je voterai NON à «No Billag». ■ JJJ

## Jean-Jacques LAGRANGE (1929)

Pionnier TV Genevoise (1952-1954)  
Cinéaste et réalisateur TSR (1954-1994)  
Membre du Groupe 5 (1968)  
Web editor et historien des archives RTS (1995-2015)



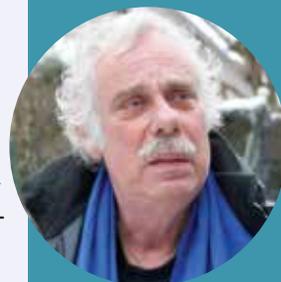
## Merci la TSR, Merci la SSR!

Par Jean-Luc Bideau, acteur

La TSR reste le producteur incontournable du cinéma suisse romand. Sans elle, le cinéma suisse n'existerait peut-être pas.

Il suffit de se rappeler «Le Groupe 5» pour constater cette évidence. Les cinéastes Lagrange, Soutter, Tanner, Goretta et Roy ont débuté à la TSR par des documentaires. Forts de cette expérience, ils ont sollicité une aide pour passer à la fiction. Berne n'était alors que pourvoyeur de modiques sommes d'argent uniquement consacrées aux films documentaires. Il a fallu toute l'énergie et la ténacité des réalisateurs du «Groupe 5», encore une fois aidés à la base par des fonds de la TSR, pour que Berne admette que l'on pouvait joindre le documentaire à la fiction.

Aujourd'hui, et sans citer tous les cinéastes suisses qui prolongent les qualités de leurs prédécesseurs, il est évident que, sans une télévision nationale avec ses antennes régionales comme pivot financier et diffuseur de presque toutes les productions cinématographiques suisses, le cinéma helvétique se réduirait à peau de chagrin. C'est pourquoi, il est indispensable de défendre une redevance. Non à une initiative NO BILLAG, démagogique et inconsciente des dégâts qu'elle provoquerait. ■ JLB



## JEAN-LUC BIDEAU

Acteur fétiche du nouveau cinéma suisse, comédien incontournable et ancien sociétaire de la Comédie-Française, a participé à 91 films de cinéma, 8 court-métrages, 63 films ou séries de télévision et 47 pièces de théâtre.

# Télévision suisse & cinéma suisse, un partenariat de longue date

Par Denis Rabaglia

C'est le cas dans tous les «petits» pays européens. En Belgique, aux Pays-Bas, dans les pays nordiques: en-dessous d'un bassin inférieur à 10 millions d'habitants, les télévisions publiques sont des alliées incontournables de leurs cinématographies nationales. Pourquoi cela ?

**P**arce qu'une télévision nationale a besoin de produire et de diffuser des récits de sa nation. Elle ne peut se contenter de reprendre indéfiniment des séries américaines, si brillantes soient-elles. Elle a pour mandat de raconter des histoires pour tous ses publics et pas seulement pour les insomniaques qui dévorent des films et séries en VOD. Le fait est que diffuser des œuvres nationales de fiction et de documentaire (des films danois au Danemark, des films finlandais en Finlande) dépasse simplement les notions de «diversité culturelle» ou de «mandat de service public» et répond à un profond besoin sociétal: celui d'offrir un reflet du monde dans lequel nous vivons et pas seulement de celui dans lequel nos voisins vivent.

Les rapports entre cinéma suisse et télévision suisse relèvent eux aussi de cette logique mais avec une réalité multiculturelle plus complexe. Chacun sait que la SSR est constituée de quatre entités, chacune étant dédiée à une langue nationale. Chaque entité a pour mandat, notamment, de produire ou coproduire des œuvres de fiction et de documentaire dans sa langue, cela avec des moyens adaptés à son bassin de population et en collaboration avec les auteurs, producteurs, interprètes et techniciens de sa zone linguistique.



Cette collaboration est formalisée au sein d'un accord intitulé «le Pacte de l'Audiovisuel» négocié entre les parties chaque 4 ans et dont l'édition en cours comprend un montant de 27,5 millions de francs suisses. Ces moyens financiers vont se répartir entre les entités sur des œuvres de télévision (pour lesquelles le pouvoir éditorial est essentiellement dans les mains des responsables de chaque unité) et des œuvres cinématographiques (pour lesquelles le pouvoir éditorial est dans les mains des producteurs dits indépendants). Logiquement, les entités vont mettre plus de moyens financiers dans une œuvre de télévision que dans une œuvre cinématographique et tout aussi logiquement, ce financement va déterminer leur première utilisation publique: télévision ou cinéma.

**Offrir un reflet du monde dans lequel nous vivons et pas seulement de celui dans lequel nos voisins vivent.**

Cette forme de collaboration - qui est identique à celle des autres «petits» pays européens - prend sa source dans les années 70: à la RTS de l'époque travaillent

**Denis Rabaglia**

Auteur-réalisateur entre autres des films «Azzurro» (2000) et «Marcello Marcello» (2008). Président de la Société Suisse des Auteurs depuis août 2012, coopérative de gestion de droits d'auteur représentant 3000 auteurs de la scène et de l'audiovisuel en Suisse.



Alain Tanner, Claude Goretta et Michel Soutter, et l'allocation de moyens de productions à leurs premiers films de cinéma a permis l'émergence sur la scène internationale du «nouveau cinéma suisse». Ce succès a été mis à profit par les professionnels des autres régions du pays pour mettre sur pied une collaboration régulière avec les autres entités de la SSR. Dans le cas de la Suisse alémanique, le dialecte va devenir une pierre angulaire de cette politique car si la SF (Schweizer Fernsehen) ne produit pas d'œuvres de fictions en dialecte alémanique, qui va le faire? Certainement pas les télévisions allemandes!

Ainsi, au fil des décennies, une fructueuse collaboration entre la télévision suisse et le cinéma suisse s'est ainsi nouée. Certes, celle-ci n'a pas la même couleur à Genève, à Zurich ou à Lugano car elle épouse les réalités socioculturelles respectives.

L'initiative NO BILLAG attaque le cœur de ce dispositif en entraînant de facto la disparition de la SSR et en supprimant ainsi environ 25% des moyens financiers du cinéma suisse fiction et documentaire, tout en réduisant à néant la production d'œuvres de télévision. Au lendemain de la votation, si elle devait emporter la majorité, qui montrerait nos films, qui raconterait nos histoires? Certainement pas les télévisions des autres pays! ■DR

# La musique aussi relève du service public

Par 1500 membres de la Suisa



Plus de 1500 compositeurs, paroliers et éditeurs de musique en Suisse se sont engagés pour le service public. Dans une résolution, ils ont attiré l'attention des parlementaires suisses sur l'importance des chaînes de radio et de télévision financées par la redevance. Cette résolution a été lancée lors de l'Assemblée générale 2017 de SUISA, la coopérative des compositeurs, paroliers et éditeurs de musique en Suisse et au Liechtenstein.

**En** vue de la session d'automne des Chambres fédérales, les signataires ont demandé aux parlementaires de prendre en compte le rôle des chaînes financées par la redevance et de ne pas affaiblir leur position dans le débat concernant l'initiative «No Billag» ainsi qu'en cas d'offensives visant la SSR.

Les chaînes et stations financées par la redevance garantissent une grande diversité culturelle.

Pour les créateurs suisses de musique, les chaînes de la SSR ont une importance capitale. Elles leur permettent de faire découvrir leurs œuvres et leur fournissent une plateforme incomparable. Financées par la redevance, elles ont un mandat de service public qui porte aussi sur la musique et la culture. Cette mission oblige la SSR à contribuer à l'émergence d'une création artistique riche et diversifiée. Les stations de radio de la SSR diffusent 20% de musique suisse, tous genres confondus.

Cela représente en moyenne plus du double de ce que programment les diffuseurs privés.

Une réduction de l'offre de la SSR aurait un impact considérable sur les créateurs de musique.

Cet état de fait est menacé, d'une part, par l'initiative «No Billag», mais aussi par une volonté parfois exprimée sur le plan politique de réduire le nombre de chaînes de la SSR. Les conséquences pour les artistes suisses seraient dramatiques, puisqu'ils ne trouveraient plus leur public. Par leur résolution, les membres de SUISA ont donc mis le monde politique en garde contre un appauvrissement des médias financés par la redevance. Ceux-ci renforcent l'identité culturelle des minorités linguistiques et régionales et favorisent l'échange entre elles. Cet aspect est de première importance pour la cohésion d'un pays multilingue.

La liste des personnes ayant signé la résolution peut être consultée sur [www.suisa.ch/fr\\_resolution](http://www.suisa.ch/fr_resolution)

## Texte de la résolution

**Un engagement clair en faveur du service public... et de ceux qui offrent une plateforme à la musique suisse!**

Les stations de radio financées par la redevance sont extrêmement importantes pour les membres de SUISA – à savoir les compositeurs, paroliers et éditeurs de musique en Suisse et au Liechtenstein – et pour la culture suisse en général. En effet, elles découvrent et diffusent notre musique, notre culture, notre identité sonore.

**Dans le cadre du débat sur l'initiative «No Billag» et face aux offensives visant à supprimer certaines stations de la SSR, nous invitons tous les membres du Conseil national et du Conseil des États à penser au rôle de ces stations et à en souligner l'importance.**

Rendez possible la création artistique dans notre pays au lieu de la freiner!

- Les stations financées par la redevance accomplissent un mandat de service public. Le divertissement, la musique et la culture en font partie.
- Grâce à la SSR, la musique suisse de tous les genres est diffusée.
- Qui d'autre que la SSR, avec des stations comme Option Musique, Radio SRF Virus, Musikwelle, Radio Swiss Pop, Radio Swiss Jazz ou Radio Swiss Classic, offre une plateforme également aux artistes suisses moins célèbres?
- Certaines stations de la SSR diffusent jusqu'à 50% de musique suisse. En considérant la totalité des stations SSR,

la proportion de musique suisse est supérieure à 20%. C'est en moyenne le double de ce que diffusent les stations privées.

- Les stations contribuent également au succès de la musique suisse grâce à des interviews, des retransmissions de concerts et des émissions en direct.

Les membres de SUISA mettent en garde contre un appauvrissement des médias financés par la redevance, dont les programmes respectent le mandat de service public: ils renforcent l'identité culturelle des minorités linguistiques et régionales et favorisent l'échange entre elles. Cet aspect est de première importance pour la cohésion de notre pays multilingue.

# Le chant de nos mers

Par Daniele Finzi Pasca

S'il n'était pas obligatoire de payer la redevance, et que cela restait seulement un choix individuel, alors je la payerais certainement.

**J**e suis né sur une île. Au sud nous avons des frères et des cousins. Nous sommes faits de la même pâte, mais le fil subtil qui nous divise est suffisant à nous faire sentir que l'air que nous respirons a un autre parfum, et que, d'ici et de l'autre côté des rives de cette mer, nous sommes habitués à des règles et à des traditions différentes. Les détails changent, mais ce sont précisément ces derniers qui différencient les diverses tribus. Au nord, il y a également une mer invisible qui nous sépare de frères et de cousins de sang, qui parlent une langue autre que la nôtre, qui épicient leurs plats de manière spéciale, qui rient de blagues que je ne comprends pas, mais que, aux grandes fêtes officielles, j'embrasse comme s'étreignent les proches et les membres de la famille réunis autour du repas de Noël.

En courant d'un côté à l'autre des trottoirs, on traverse ce passage de mer imaginaire.

C'est une mer que nous souhaiterions sereine, magique, enrichissante. Une mer qui nous permette aussi de nous sentir uniques et originaux comme se ressentent habituellement tous les insulaires.

Pour nous rappeler qui nous sommes et pour pouvoir le raconter à qui veut nous entendre, il faut que nous ayons des moyens et des outils adéquats. Nous avons besoin de voix pour le dire, d'histoires à raconter, d'une mémoire à conserver et à transmettre.

Notre pays est un petit pays et nous italophones au sein de ce micro univers, nous avons besoin de porteurs de paroles qui nous présentent, qui génèrent des pensées, de la réflexion, de

la culture. Nos radios et nos télévisions servent à cela et doivent rester les nôtres. Elles doivent nous appartenir et devraient continuer à générer la vibration sonore de cette mer imaginaire qui nous protège.

J'ai quelques petites idées personnelles que parfois je partage au bar avec des amis: faire jouer l'équipe nationale de foot contre le Portugal, créer une nouvelle organisation du trafic urbain devant chez moi, proposer la radio et la télévision que je voudrais. J'ai mes idées et j'aimerais tant qu'elles soient un peu prises en compte. Je pense que la redevance devrait être distribuée différemment, soutenant plus fortement les radios et les télévisions privées. Je pense que nous devrions continuer à nous mettre en question, en essayant d'innover, en utilisant un autre mode de raisonner avec des idées nouvelles. Ceci dit, je ne rêverais jamais de «faire sauter» l'équipe nationale parce qu'elle ne joue pas comme j'aimerais, ni de supprimer le son sourd du va et vient des vagues d'une mer qui m'accompagne depuis que je suis gamin, qui me défend et me rappelle d'où je viens.

Il y a des prix à payer pour vivre sur une île entourée d'étendues d'eau. Mers imaginaires si belles qu'on les traverse à la nage sans se mouiller, mers faites d'eau tellement légère et douce qu'on peut aussi la boire.

Il serait insensé d'étouffer ce chant répétitif et mélodieux qui en fin de compte est la sonorité de notre identité et la respiration de notre mode d'exister. J'adore vivre sur cette île qui pour exister a besoin du chant de cette mer imaginaire que nous tous devons savoir protéger en le réinventant chaque jour.

Moi, ce prix-là, je suis disposé à le payer. ■ DFP

Traduction: Gérald Morin



## Daniele Finzi Pasca

Clown, auteur, metteur en scène et chorégraphe, Daniele Finzi Pasca est cosmopolite d'esprit. Avec sa Compagnie il a signé, entre autres, la création et la direction d'événements majeurs tels que la Cérémonie de clôture des Jeux Olympiques de Turin 2006, celle de Sotchi 2014, la Cérémonie d'ouverture des Jeux Paralympiques de Sochi 2014, deux spectacles pour le Cirque du Soleil en 2005 et 2016... À l'horizon, la prochaine Fête des Vignerons de Vevey pour 2019.

**33 %** Part des ressources de la SSR dévolue à la Suisse romande (population = 23%)

**43 %** Part des ressources de la SSR dévolue à la Suisse alémanique (population = 73%)

**22 %** Part des ressources de la SSR dévolue à la Suisse italophone (population = 4%)

**2 %** Part des ressources de la SSR dévolue à la Suisse rhéto-romanche (population = 0,5%)

# SSR: LE LIANT FÉDÉRAL



## Pedro Lenz

Originaire du canton de Berne, Pedro Lenz vit depuis 2001 de son activité d'écrivain, poète et chroniqueur pour divers journaux. Habitué des performances scéniques, il est membre du groupe de poètes *spoken words Bern ist überall* et auteur de textes pour des compagnies de théâtre et la radio alémanique. Son best seller *Der Goalie bin ig*, écrit en suisse-allemand, a déjà été traduit en allemand, français, anglais et italien, a été adapté au cinéma par Sabine Boss. Voir [www.pedrolenz.ch](http://www.pedrolenz.ch)

# Il était une fois

Par Pedro Lenz

**I**l était une fois une Suisse qui se portait plutôt bien, en tout cas mieux que beaucoup d'autres pays. Il y avait un tas de raisons à ce bien-être. Les gens qui vivaient dans cette Suisse-là étaient braves et parfois même malins. Ils investissaient dans la culture et la recherche. Ils étaient restés longtemps épargnés par les guerres et autres grandes catastrophes. Mais surtout ils pratiquaient une convivialité particulière entre eux. Leur histoire leur avait enseigné à prendre égard les uns envers les autres et à respecter la diversité des opinions. Il faisait partie des traditions de ce pays de pratiquer l'art du dialogue, de l'échange et de l'écoute. Durant de nombreuses décennies, les Suissesses et les Suisses s'étaient habitués à ne pas exclure des minorités et des personnes d'opinions différentes mais à les intégrer. Ils s'étaient exercés à rechercher des consensus. Et quand subsistaient, malgré tout, des désaccords, on ne prenait pas des décisions radicales, mais on cherchait le compromis. Parfois, c'était ennuyeux, mais en règle générale, ça fonctionnait plutôt bien. Et c'était important parce que ce pays n'était pas unifié par la langue, l'ethnie, la religion voire la géographie.

La Suisse n'était un pays uni, uniquement parce que ses habitants et habitantes le voulaient.

À un moment ou à un autre, d'aucuns commencèrent à s'ennuyer dans ce pays. «Pourquoi les Suisses doivent-ils être tou-

jours aussi raisonnables?», se demandaient-ils. «Ça serait tellement plus captivant», pensaient-ils, «si nous cultivions un commerce agressif entre nous! Ça serait si beau si nous pouvions diffamer des adversaires politiques et cesser de maintenir notre traditionnel consensus. Il serait tellement excitant d'avoir – à l'instar d'autres pays – nos démagogues et populistes! Comme notre pays pourrait être plus attrayant si nous étions plus égoïstes et si, au lieu de rechercher la concordance, nous cultivions la division.»

Alors, de plus en plus de gens dans le pays se mirent à diaboliser des réalisations constitutives de ce pays. À cet effet, il fallut introduire de nouveaux concepts et leur conformer notre langue, ce qui finit bientôt par se produire. Les nécessiteux devinrent des parasites sociaux, des profiteurs. Les requérants d'asile devinrent des réfugiés économiques. On fit de ceux qui s'engageaient pour le bien commun une «Classe-Politique». Et la population se transforma en peuple. Et pour différer ceux qui possèdent un passeport suisse depuis la naissance de ceux qui ne l'ont acquis que plus tard, on réactiva, en Suisse alémanique, le terme de Confédérés pour les premiers.

Ceux qui s'étaient fait connaître en piétinant les anciennes valeurs suisses se nommaient dorénavant patriotes. Et, quand à l'occasion d'une votation populaire ils obtenaient plus du 50% des voix, il fallait que l'autre moitié de la population se plie.

**Ceux qui s'étaient  
fait connaître  
en piétinant  
les anciennes  
valeurs suisses  
se nommaient  
dorénavant patriotes.**

Mais à un moment ou à un autre, les gens de cette opinion remarquèrent que le mépris affiché envers les traditionnelles valeurs de l'aptitude au dialogue ou de la solidarité leur faisait perdre peu à peu la patrie. Ils tentèrent de compenser ce manque de patriotisme par une haine quasi religieuse de l'Europe et du Monde entier. En même temps, on assista à une floraison de signes extérieurs et symboles qui auraient dû masquer ce manque de patriotisme. Cependant, le *Swissness* bricolé avec des vaches de plastique, de la pop patriotique, des films de montagne et chemise à Edelweiss ne parvint pas à remplacer le sens perdu du bien commun.

La bande qui dirigeait ce patriotisme auto-proclamé commença à comprendre ce qu'elle avait semé. «Si, de toute façon, nous avons déjà diabolisé presque tout ce qui assure la cohésion nationale», se dirent-ils, «nous pourrions maintenant aussi nous attaquer à la radio et télévision de service public! Qu'on en finisse avec tout ce qui donne à ce pays encore un peu de cohésion.» ■PL

Traduction : Marco Polli

# NO BILLAG

## Vu par Marco Solari et Raphaël Brunschwig

Interviewés par Ivo Silvestro, journaliste, culture et société, à LaRegiono

C'est un Marco Solari plus étonné qu'inquiet, que nous avons rencontré pour parler de l'initiative No Billag dont les conséquences seraient particulièrement préoccupantes pour la Suisse italienne

**Marco Solari** Il s'agit d'un vote que j'ai de la peine à comprendre. D'autres personnes peut-être ne l'approuvent pas, mais au moins en comprennent le sens. Ici nous sommes dans une situation où une confusion incroyable s'est insérée dans cette voie sans issue du «comme sont antipathiques les responsables de la redevance Billag!» Nous payons 4 et nous recevons 20: cet argument devrait être suffisant pour convaincre les Tessinois et les Rhéto-romanches de langue italienne. Pensons également aux emplois et aux postes de travail pour nos enfants qui disparaîtraient... C'est comme avoir un oncle d'Amérique qui te finance une vie au-delà de tes moyens, mais que tu rejettes parce qu'il te semble antipathique!

**Ivo Silvestro** - Il est évident, Marco Solari, que l'importance des services publics ne peut être réduite à l'impact économique de la RSI.

**MS** - Certainement: il y a au moins ici deux aspects très importants. Le premier est la défense de l'italianité. Et l'italianité est importante, pas seulement pour le canton du Tessin, mais pour tout le pays! L'esprit italien est défendu et se fait connaître non seulement par le RSI, mais aussi par les autres chaînes de la SSR

parce que la culture italienne fait partie de la Suisse. N'oublions pas que nous avons trois cent mille italophones vivant hors du Tessin et des Grisons d'expression italienne et, surtout, que plus d'un tiers de la population suisse parle italien comme seconde ou troisième langue! Et ce serait illusoire de penser que, privées de ressources financières, la SRF ou la RTS continueraient à promouvoir la culture italienne: elles n'en auraient plus les forces nécessaires et se concentreraient avant tout sur les aspects sociétaux et culturels de leurs propres publics.

Le deuxième aspect est, bien sûr, la cohésion nationale, le fait de tenir ensemble tous les Suisses. La SSR est la «Cementit» de ce pays. La seule structure qui soit restée, étant donné qu'au cours des dernières décennies nous avons perdu de nombreux symboles de notre «helvéticité»: nous pensons entre autres à Swissair, aux PTT...

**IS** - Il y a des personnes qui ont affirmé, même au Parlement, que la cohésion nationale existait avant l'arrivée de la radio et de la télévision publiques...

**MS** - Non, il n'y avait pas beaucoup de cohésion nationale, il y avait le patriotisme des cantons, et les distances géographiques étaient aussi mentales! Au-

jourd'hui, certes, on a parfois de la peine à se comprendre de canton à canton, mais il existe certainement une sensibilité plus forte à l'encontre des autres régions linguistiques.

**IS** - Les temps ont cependant changé: le service public n'est-il pas devenu superflu, étant donné que grâce à la technologie d'aujourd'hui il est très facile aussi bien de créer des contenus audio-visuels que d'utiliser d'autres contenus créés partout dans le monde? Bref, quel besoin y a-t-il d'avoir un téléjournal national si je ne peux lire le *New York Times*?

**MS** - Mais de quelles informations parlons-nous? Nous avons besoin d'un journalisme de qualité lié à notre réalité. Le *New York Times* ne s'intéresse pas à la Suisse en particulier. Et en plus, nous avons besoin d'un journalisme impartial: les médias privés, légitimement, apportent souvent leur propre ligne éditoriale, tandis que la SSR a, de par son statut, une approche neutre, et cela est très important pour la démocratie.

**IS** - Toutefois, cela n'empêche pas une remise en question des missions du service public.

**MS** - Absolument, mais ici, nous ouvrons

#### Rédaction

CultureEnJeu • Rue du Petit-Chêne 25  
CH-1003 Lausanne  
+41 (0)21 311 18 77 • info@cultureenjeu.ch  
[www.cultureenjeu.ch](http://www.cultureenjeu.ch)

#### Rédacteur en chef

Gérald Morin • gerald.morin@cultureenjeu.ch

#### Comité de rédaction

Joël Aguet • Vincent Arlettaz • Christian Campiche •  
Frédéric Gonseth • Corinne Jaquière •  
Gérald Morin • Marco Polli • Nadine Richon •  
Christine Salvadé

#### Direction artistique

Françoise Morin • francoise.morin@cultureenjeu.ch

#### Identité visuelle & maquette

Elise Gaud de Buck • www.lalgo.com

#### Auteurs invités

Voir sur [www.cultureenjeu.ch](http://www.cultureenjeu.ch) section Auteurs

#### Administration & abonnements

Micaela Campiche • secretariat@cultureenjeu.ch

#### Parution quatre fois par an

ISSN 1660-7678 • Reproduction des textes autori-  
sée uniquement avec l'accord de l'éditeur et avec la  
citation de la source.

#### Impression

Gasser Media SA • CH - 2400 Le Locle

#### Illustrations & crédits photographiques

Couverture et illustration : © Pitch Comment

3	Frédéric Gonseth © DR
4	Chantal Tauxe © DR
5	Jean-Jacques Lagrange © DR
5	Jean-Luc Bideau © DR
6	Denis Rabaglia © DR
8	Daniele Finzi Pasca © Viviana Cangialosi / Cie Finzi Pasca
9	Pedro Lenz © Philipp Zinniker
11	Raphaël Brunshwig © Locarno Festival
11	Marco Solari © Locarno Festival / Reza Kathir
12	Christine Bulliard-Marbach © DR
13	BD Le Bar des Maudits © Antoine Duplan

un autre chapitre. La définition du service public est certainement interprétable: ce qui est service public pour les uns ne l'est pas nécessairement pour d'autres. Pour certains, une transmission culturelle est inutile alors que pour d'autres elle est essentielle car elle enrichit le public.

**IS** - Habituellement, c'est le divertissement qui est mis en discussion...

**MS** - Bien sûr! Dans le divertissement il y a des programmes qu'il est difficile de considérer de service public, mais ils peuvent aussi se justifier parce qu'ils aident à soutenir financièrement la SSR à travers les revenus publicitaires qu'ils engendrent.

**IS** - Il y a ensuite tout le chapitre concernant le cinéma: de votre observatoire de président du festival du film de Locarno, quels dangers voyez-vous pointer à l'horizon?

**MS** - Le festival du film de Locarno est un festival suisse et ne peut qu'avoir un regard bienveillant envers le cinéma suisse. Mais c'est seulement grâce au soutien de la SSR qu'il est possible d'avoir un cinéma suisse. Un appauvrissement de notre cinéma national signifierait aussi un appauvrissement de l'identité suisse. Probablement, le dommage ne serait pas si facilement mesurable, mais il ne serait certainement pas seulement économique; il concernerait aussi ce que nous ressentons à l'intérieur de nous-même, notre «être Suisse».

Attention cependant: Locarno est un festival suisse; il n'est pas un festival du cinéma suisse. Nous ne sommes pas le festival de Soleure qui est une vitrine de tous les films qui ont été réalisés dans notre pays. Nous, à Locarno, nous pourrions même éventuellement ne pas avoir un seul film suisse à présenter si, dans l'absurde, aucun n'atteignait la qualité que nous exigeons. Mais là-dessus, je

pense que Raphaël Brunshwig, directeur opérationnel du festival, voudra bien ajouter quelque chose.

**IS** - Raphaël Brunshwig, pour vous quels seraient les risques d'un festival de Locarno sans cinéma suisse?

**Raphaël Brunshwig** - Les festivals sont des lieux de rencontre... À Locarno, les cinéastes suisses sont confrontés avec le monde et le monde est confronté à la Suisse. Perdre cette fonction de rencontre et d'échange serait désastreux surtout dans un moment où on a tendance à consommer les mêmes contenus audiovisuels dans le monde entier.

Nous devons réaliser que l'industrie cinématographique suisse - et en général celle européenne - est trop petite pour voler de ses propres ailes. Pour la maintenir compétitive face à une concurrence internationale toujours plus féroce, un apport financier de la SSR est vital à travers le Pacte de l'audiovisuel qui est un des piliers du cinéma suisse. Renoncer à ce soutien ferait entre autres de la Suisse une exception au niveau européen, sinon mondial.

**IS** - N'y a-t-il pas une méfiance excessive envers le marché? Vous pensez vraiment que sans la SSR on ne trouverait plus d'argent pour un cinéma de qualité?

**RB** - Ce n'est pas juste une question de financement, mais aussi de compétences et de diffusion, parce que ne l'oublions pas: le Pacte de l'audiovisuel concerne aussi les droits de commercialisation.

Grâce à ce système, on assure une continuité qu'un privé, seul, ne pourrait pas garantir. Et ainsi on arrive à permettre la réalisation de films qui, sur le marché, auraient difficilement du succès mais racontent des réalités qui existent et méritent d'être valorisées. ■

Traduction: Gérald Morin



#### RAPHAËL BRUNSHWIG

a commencé sa carrière à Publisuisse où il y resta 9 ans. En 2013, il entre au Festival de Locarno initialement en tant que coordinateur Sponsoring et fut également responsable du projet de rénovation du cinéma Ex \* Rex. En 2016, il est nommé vice directeur des opérations du Festival pour en devenir directeur dès septembre 2017.



#### MARCO SOLARI

diplômé en sciences sociales à l'Université de Genève, a été nommé en 1972 directeur de l'Office du Tourisme tessinois. Depuis 1988, il occupe le poste de délégué du Conseil fédéral suisse pour les célébrations des 700 ans de la Confédération. En 1997, il devient vice-président de l'Executive Board du groupe Ringier. Depuis 2000, il est président du Festival de Locarno. Il a également été président de l'Office du Tourisme tessinois de 2007 à 2015.

# Un franc pour la SSR est un franc pour la cohésion de la Suisse

Par Christine Bulliard-Marbach

L'initiative populaire «NoBillag» constitue un véritable danger pour la Suisse. En voulant supprimer la redevance audiovisuelle de réception radio et télévision en Suisse, elle s'en prend à l'existence même de notre service public. Soyons-en sûrs: la SSR ne survivrait pas au choc de l'abolition de la redevance, contrairement à ce qu'affirment les initiants. Elle disparaîtrait, et avec elle environ 6'000 emplois. En un dimanche de votation, on tirerait un trait définitif sur SRF, RTS, RSI, RTR et Swissinfo, aussi bien la radio que la télévision. C'est pour éviter ce naufrage qu'il faut rejeter l'initiative NoBillag.

Certes, les voix favorables à cette initiative néfaste prétendent tout le contraire. Les initiants estiment que la SSR pourra se maintenir à flot en augmentant ses recettes publicitaires. Mais un simple coup d'œil à la réalité des faits permet de désarmer cette argumentation. Aujourd'hui, la redevance représente 75% des revenus de la SSR. Il lui serait impossible de rattraper un tel manque à gagner via les revenus publicitaires, même en coupant brutalement dans les prestations. Si on supprime la redevance, on condamne du même coup la SSR. On le voit, l'initiative NoBillag est en réalité une initiative NoSSR.

Le coup porté aux régions francophones et italophones de la Suisse serait particulièrement dévastateur. Ces régions n'ont pas la taille critique nécessaire pour pouvoir financer par elles-mêmes des radios et télévisions suprarégionales, même en introduisant une redevance romande et une redevance tessinoise. La Suisse romande et le Tessin profitent de la solidarité de la Suisse alémanique, qui leur verse une partie de la redevance récoltée outre-Sarine.

Mais la suppression pure et simple de la redevance impliquerait également un grave affaiblissement des radios et télé-

sions privées qui peuplent le paysage médiatique de notre pays. N'oublions pas que ces entités profitent chaque année de plusieurs dizaines de millions de francs de subventions fédérales, prélevées sur le montant de la redevance. Sans ce soutien de taille, presque aucune télévision privée de la Suisse ne pourrait se maintenir et les radios privées se retrouveraient dans une situation précaire. D'innombrables emplois sont ici aussi dans la balance.

Et que dire du cinéma suisse ? Ce dernier profite chaque année d'environ 40 millions de francs, versés sur le montant de la redevance en vertu du «pacte de l'audiovisuel», par lequel la SSR soutient la création cinématographique suisse. Ce domaine soumis à une rude concurrence internationale est tributaire de ce soutien. Et la Suisse entière profite des succès cinématographiques produits sur son sol par des artistes du cru.

Le service public radiophonique et télévisuel est une richesse importante pour notre pays. Il apporte une plus-value indéniable à notre société. D'abord, la SSR est un formidable vecteur de cohésion pour notre pays. Elle met en valeur les spécificités de nos cultures et de nos régions linguistiques. Elle soude les communautés de la Suisse. Ensuite, la SSR renforce notre démocratie, en offrant une plateforme d'information neutre qui permet à nos citoyens et citoyennes de former leur opinion sur les sujets politiques. Enfin, la SSR structure notre société, car c'est à travers les canaux du divertissement et de l'information qu'une communauté négocie chaque jour un nouveau contrat social. Bref, chaque franc investi dans la SSR est un franc investi pour la cohésion de la Suisse.

Maintenons donc un service public de qualité, doté des moyens nécessaires pour assurer sa mission importante. Le 4 mars 2018, je voterai Non à NoBillag. ■DR

## L'initiative NoBillag est en réalité une initiative NoSSR



### Christine BULLIARD-MARBACH

représente le canton de Fribourg au Conseil national depuis 2011. Démocrate-chrétienne, elle est actuellement vice-présidente de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC-N). Présidente du Groupement pour les régions de montagne (SAB), elle défend les intérêts des régions de montagne et des Préalpes, et des régions périphériques.

**2500** Nombre de films soutenus par la SSR depuis la création du Pacte de l'audiovisuel en 1997

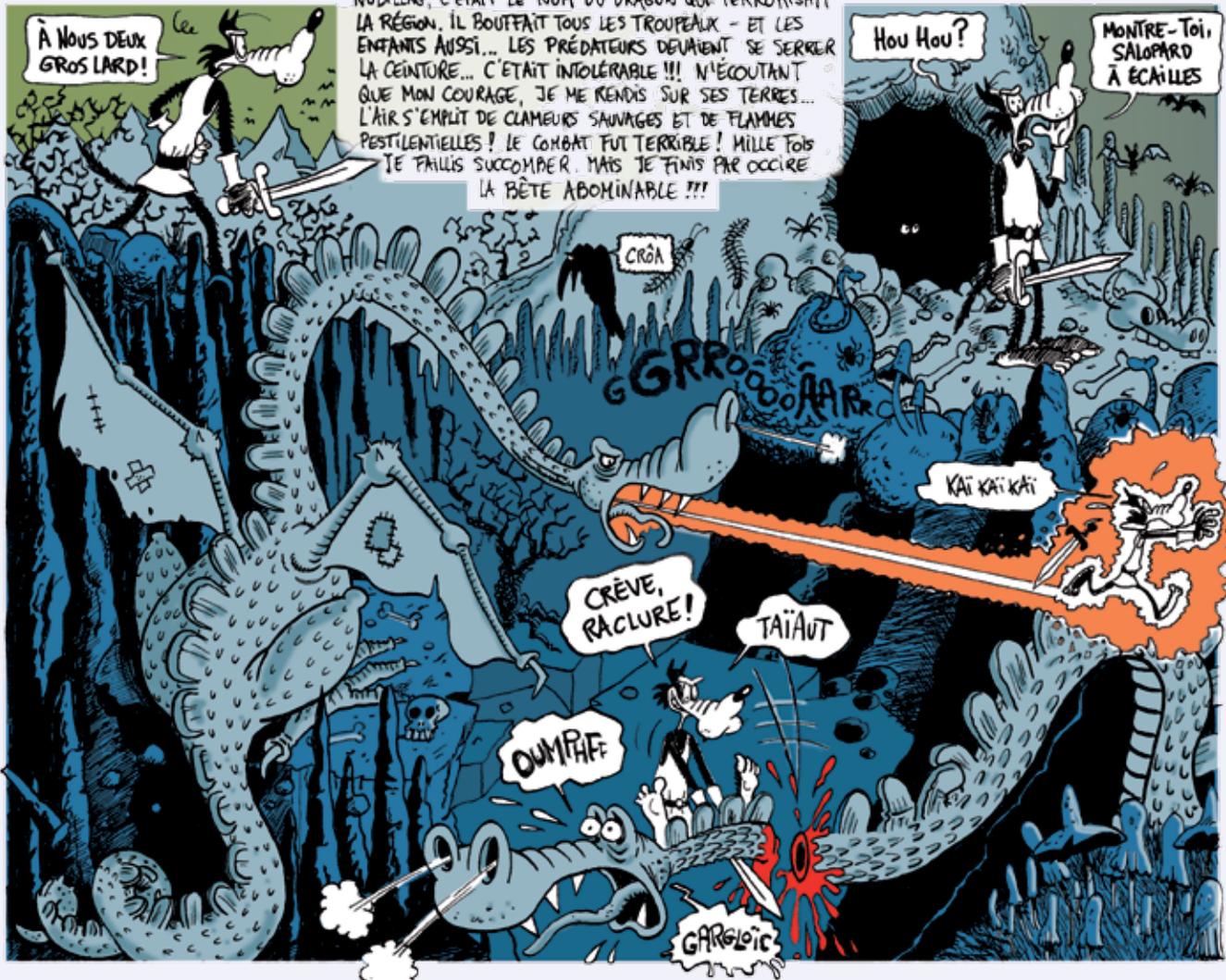
**13,3** millions de francs somme versée aux artistes pour les droits d'auteurs par la RTS

**605,1** millions de francs Dépenses de la SSR pour le domaine de l'information en 2016, 39% de son budget

**43 %** part féminine des collaborateurs de la SSR



NOBILLAG, C'ÉTAIT LE NOM DU DRAGON QUI TERRORISAIT LA RÉGION. IL BOUFFAIT TOUTS LES TROUPEAUX - ET LES ENFANTS AÜSSI... LES PRÉDATEURS DEVAIENT SE SERRER LA CEINTURE... C'ÉTAIT INTOLÉRABLE!!! N'ÉCOUTANT QUE MON COURAGE, JE ME RENDIS SUR SES TERRES... L'AIR S'EMPLIT DE CLAMEURS SAUVAGES ET DE FLAMMES PESTILENTIELLES! LE COMBAT FUT TERRIBLE! MILLE FOIS JE FAILLIS SUCCOMBER. MAIS JE FINIS PAR OCCIRE LA BÊTE ABOMINABLE!!!



▶ ACTION SOCIALE

CULTURE ◀

# 210 MILLIONS

DISTRIBUÉS PAR LA LOTERIE ROMANDE CHAQUE ANNÉE  
À PRÈS DE 3'000 PROJETS



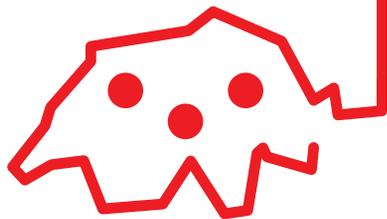
SOUTIEN NUMÉRO 1 DE L'UTILITÉ PUBLIQUE EN SUISSE ROMANDE.

**#AVECLORO**

▶ PATRIMOINE

SPORT ◀

MADE IN  
SWITZERLAND



*Le service public nous appartient,  
pas question de le vendre !*

Non à l'arrêt de toute production audiovisuelle nationale.  
Nous voulons des médias publics qui parlent de la Suisse,  
qui parlent de nous.

*Pour empêcher le grounding de la  
radiotélévision publique,  
nous disons **NON à «No Billag».***

*Der Service Public gehört uns allen  
und steht nicht zum Verkauf!*

Nein zur Abschaffung des audiovisuellen Service Public.  
Wir wollen ein öffentliches Radio und Fernsehen, welches  
über die Schweiz berichtet und unsere Geschichten erzählt.

*Nein zum Grounding  
des öffentlichen Radio  
und Fernsehen –  
**NEIN zu «No Billag».***

*Il servizio pubblico ci appartiene,  
non se ne parla di venderlo!*

No a fermare tutta una produzione audiovisiva nazionale.  
Noi vogliamo dei media pubblici che parlino della Svizzera,  
che parlino di noi.

*Per impedire il grounding della  
radiotelevisione pubblica,  
noi diciamo **NO alla «No Billag».***

*Il service public appartegna  
a nus tuts e n'è betg en vendita!*

Na a la fin da la producziun audiovisuala naziunala.  
Nus vulain medias publicas che rapportan da la Svizra  
e raquintan nossa istorgia.

*Per impedir il grounding dal radio e  
da la televisiun publica schain nus –  
**NA a «No Billag».***



Schweizer Syndikat Medienschaffender | Syndicat suisse des mass media  
Sindacato svizzero dei mass media | Sindicat svizzer dals meds da massa

[www.madeinswitzerland.media](http://www.madeinswitzerland.media)



## WER IST IMPRESSUM?

impresum verbindet, vernetzt, verteidigt und vertritt über 4500 Journalistinnen und Journalisten.

### IMPRESSUM...

- ist mit Sektionen nahe dran und wird von Journalistinnen und Journalisten geleitet
- schützt und unterstützt mit Rechtsschutzversicherung, professionellem Zentralsekretariat und Fonds
- vertritt glaubwürdig, kohärent und repräsentativ
- ist politisch und wirtschaftlich unabhängig
- steht für eine zukunftsgerichtete Medienpolitik für vielfältigen, qualitativ hochstehenden Journalismus
- arbeitet professionell, zuverlässig und effizient
- wird besser dank jedem neuen Mitglied
- Informationen und Kontakte: [www.impresum.ch](http://www.impresum.ch)

## WARUM IST IMPRESSUM GEGEN «NO-BILLAG»?

- 2500 Journalistenstellen bei der SRG sind gefährdet
- auch private Medien würden destabilisiert
- die Unabhängigkeit aller Journalistinnen und Journalisten ist bedroht
- die ganze Gesellschaft und Demokratie würde geschädigt

## QUI EST IMPRESSUM?

impresum met en réseau, défend, et représente plus de 4500 journalistes.

### IMPRESSUM...

- est proche des sections toutes conduites par des journalistes
- protège et soutient grâce à sa protection juridique, son secrétariat central professionnel et ses fonds
- représente les journalistes de manière crédible et cohérente
- est politiquement et économiquement indépendante
- s'engage pour une politique des médias orientée vers l'avenir en faveur d'un journalisme diversifié et de très grande qualité
- travaille de manière professionnelle, consciencieuse et efficace
- s'améliore grâce à chaque nouveau membre qui vient l'enrichir
- informations et contact: [www.impresum.ch](http://www.impresum.ch)

## POURQUOI IMPRESSUM EST CONTRE «NO-BILLAG»?

- 2500 places de journalistes à la SSR sont en danger
- les médias privés seraient aussi destabilisés
- l'indépendance de tous les journalistes est menacée
- toute la société et la démocratie en souffriraient

## CHI È IMPRESSUM?

impresum unisce, mette in rete, difende e rappresenta oltre 4500 giornalisti e giornaliste.

### IMPRESSUM...

- viene diretto da giornalisti e giornaliste e attraverso le sue diverse sezioni è vicino a tutti
- protegge e sostiene tramite un'assicurazione di protezione giuridica, un segretariato centrale professionale e dei fondi
- rappresenta in modo credibile, coerente e rappresentativo
- è politicamente ed economicamente indipendente
- è per una politica dei media orientata al futuro volta a promuovere un giornalismo plurale e qualitativo
- lavora in modo professionale, affidabile ed efficiente
- migliora con l'adesione di ogni nuovo membro
- informazioni e contatti: [www.impresum.ch](http://www.impresum.ch)

## PERCHÉ IMPRESSUM È CONTRO LA «NO-BILLAG»?

- mette a rischio 2500 posti di lavoro alla SRG
- destabilizza i media privati
- mette in pericolo l'indipendenza di tutti i giornalisti e le giornaliste
- danneggia l'intera società e democrazia



**Stellenabbau, Monopolisierung, Einheitsbrei, Überstunden bis zum Umfallen, Einsamkeit im Grossraumbüro?**

Als starke und engagierte Gewerkschaft wehren wir uns für die freie Berichterstattung, die Medienvielfalt, gute Arbeitsbedingungen, den GAV und einen unabhängigen audiovisuellen Service public.

**Für eine demokratische, gut informierte Gesellschaft!**

Werde Mitglied und stärke unsere Bewegung: [www.syndicom.ch](http://www.syndicom.ch)

**Wir sagen NEIN zu «No Billag»**

**Démantèlement, monopolisation, uniformisation des médias, heures sup' jusqu'à épuisement, newsrooms dépersonnalisées ?**

En tant que syndicat fort et engagé, nous défendons le journalisme, la diversité des médias, les bonnes conditions de travail, la CCT et le service public des médias audiovisuelles.

**Pour une société démocratique, bien informée !**

Devenez membre et renforcez le mouvement : [www.syndicom.ch](http://www.syndicom.ch)

**Nous disons NON à «No Billag»**

**Smantellamento, monopolizzazione, uniformazione dei media, ore supplementari fino all'esaurimento, newsroom depersonalizzate?**

In qualità di sindacato forte e impegnato difendiamo il giornalismo, la diversità dei media, le buone condizioni di lavoro, il CCL e un servizio pubblico dei media audiovisivi indipendenti.

**Per una società democratica e ben informata!**

Diventa socio e rinforza il movimento: [www.syndicom.ch](http://www.syndicom.ch)

**Diciamo NO a «No Billag»**

 **syndicom**

